

La préfète de la Haute-Savoie

Chevalier de la Légion d'honneur
Chevalier de l'ordre national du Mérite

Annecy, le 25 août 2025

Arrêté n°PAIC-2025-00 63 du 22/08/2025

Portant prescription de mesure d'urgence et mise en demeure de la société EXCOFFIER Recyclage, pour son établissement situé Chemin du Grand Clos, 74 190 Passy

VU le Code de l'environnement et notamment son article L.171-8, son livre V relatif aux installations classées pour la protection de l'environnement ;

VU le décret n° 2004.374 du 29 avril 2004 modifié, relatif aux pouvoirs des préfets, à l'organisation et à l'action des services de l'État dans les régions et départements et notamment son article 43 ;

VU le décret du 19 mars 2025 portant nomination de Madame Emmanuelle DUBÉE, préfète, en qualité de préfète de la Haute-Savoie ;

VU le décret du 24 juillet 2025, nommant M. Carl ACCETONE, administrateur de l'État du deuxième grade, en tant que secrétaire général de la préfecture de la Haute-Savoie ;

VU l'arrêté préfectoral n°SGCD/SLI/PAC/2025-078 du 31 juillet 2025 donnant délégation de signature à Monsieur le secrétaire général de la préfecture de la Haute-Savoie ;

VU l'arrêté préfectoral n° 2000-1068 du 27 avril 2000 autorisant la SARL SET à exploiter un centre de tri de déchets ménagers pré-triés et de déchets industriels et commerciaux assimilés aux déchets ménagers au sein d'une dépendance de la gare SNCF de St-Gervais – Le Fayet, située sur le territoire de la commune de Passy,

VU l'arrêté ministériel du 6 juin 2018 relatif aux prescriptions générales applicables aux installations de transit, regroupement, tri ou préparation en vue de la réutilisation de déchets relevant du régime de la déclaration au titre de la rubrique n° 2711, 2713, 2714 ou 2716 de la nomenclature des installations classées pour la protection de l'environnement,

VU la déclaration de changement d'exploitant à son bénéfice, transmise par la Société de Location de Bennes (SLB) le 15 janvier 2004 et la demande de changement d'exploitant à son bénéfice, transmise par la société EXCOFFIER recyclage le 6 octobre 2020,

VU le rapport de l'inspection des installations classées du 21 août 2025, établi suite à l'inspection du 19 août 2025,

VU la lettre du préfet du 21 août 2025 engageant la procédure contradictoire réglementaire,

VU la réponse de l'exploitant du 21 août 2025 sollicitant la poursuite du transit de déchets de ferrailles

CONSIDÉRANT que lors de l'inspection du 19 août 2025, l'inspection des installations classées a constaté que :

- l'établissement ne disposait pas de capacité de rétention des eaux d'incendie, ni de réseau d'évacuation de ces eaux, ni de possibilité de bloquer ces rejets en contradiction avec les dispositions du point 2.9 de l'annexe 1 de l'arrêté ministériel du 6 juin 2018 précité,
- aucun poteau d'incendie n'était présent à proximité du bâtiment de 1 200 m² détruit par l'incendie du 14 août 2025 et aucun détecteur de fumée ou de flamme n'avait été installé dans ce même bâtiment, en contradiction avec les dispositions de l'article 5.6.6 de l'arrêté préfectoral du 27 avril 2000 précité,
- l'établissement n'était doté d'aucun réseau de collecte des effluents, en contradiction avec les dispositions de l'article 5.1.3 de l'arrêté préfectoral du 27 avril 2000 précité,
- l'établissement ne disposait d'aucun moyen de s'assurer du respect des concentrations de rejet des effluents au milieu naturel et du respect des concentrations prescrites par l'article 5.3 de l'annexe 1 de l'arrêté ministériel du 6 juin 2018 précité,

CONSIDÉRANT que les conditions d'exploitations de l'établissement de Passy de la société EXCOFFIER Recyclage sont potentiellement préjudiciables pour l'environnement dans la mesure où l'établissement ne dispose pas des équipements et des utilités réglementaires pour, d'une part, lutter contre un incendie et contenir les eaux d'extinction et, d'autre part, maîtriser la qualité de ses rejets liquides afin de limiter leur impact sur l'environnement à un niveau acceptable,

CONSIDÉRANT que la présence de déchets, dans le cadre de l'exercice des activités autorisées par l'arrêté préfectoral du 27 avril 2000 précité, est potentiellement préjudiciable à l'environnement dans le cadre d'une exploitation en situation normale mais aussi en situation accidentelle et notamment en cas d'incendie,

CONSIDÉRANT qu'il est urgent que l'exploitant du site évacue les déchets qui y sont présents de façon à faire cesser les impacts et les risques induits par son exploitation, dans des conditions ne respectant pas certaines dispositions réglementaires qui lui sont applicables,

CONSIDÉRANT que le site n'est pas doté des équipements nécessaires pour l'exploitation d'une activité de transit de déchets de ferrailles dans les conditions réglementaires,

SUR la proposition de monsieur le secrétaire général de la préfecture,

ARRÊTE

Article 1^{er}

La société EXCOFFIER Recyclage, ci après dénommé « l'exploitant » dont le siège social est situé 70 route du stade 74 350 Villy-Le-Pelloux et dont le SIREN est 327020087, est mise en demeure de respecter sous un délai de six mois, dans son établissement de Passy :

- les points 2.9 et 5.3 de l'annexe 1 de l'arrêté ministériel du 6 juin 2018 relatif aux prescriptions générales applicables aux installations de transit, regroupement, tri ou préparation en vue de la réutilisation de déchets relevant du régime de la déclaration au titre de la rubrique n° 2711, 2713, 2714 ou 2716 de la nomenclature des installations classées pour la protection de l'environnement,
- les articles 5.1.3 et 5.6.6 de l'arrêté préfectoral d'autorisation 2000-1068 du 27 avril 2000.

Article 2

L'exploitant :

- évacuera les déchets de ferrailles présents dans l'établissement lors de l'inspection du 19 août 2025 sous un délai de 5 jours à compter de la notification du présent arrêté,

- n'admettra plus dans l'établissement de déchets autres que des déchets inertes non dangereux, dès la notification du présent arrêté et tant que les dispositions réglementaires de l'arrêté ministériel du 6 juin 2018 précité et de l'arrêté préfectoral du 27 avril 2000 précités, objet de la mise en demeure de l'article 1^{er} n'auront pas été respectées.

La reprise de l'admission dans l'établissement de déchets autres que les déchets inertes non dangereux ne pourra intervenir qu'après avis favorable de l'inspection des installations classées sur la base d'un rapport d'inspection.

Article 3

Le présent arrêté sera notifié à la société EXCOFFIER Recyclage.

Article 4

Conformément aux articles L. 171-11 et L. 514-6 du Code de l'environnement, la présente décision est soumise à un contentieux de pleine juridiction. Elle peut être déférée à la juridiction administrative compétente, le tribunal administratif de GRENOBLE, par courrier ou par le biais du portail « Télérecours citoyens », accessible au public à l'adresse suivante : www.telerecours.fr, dans les délais prévus à l'article R. 514-3-I du même code :

1° par les tiers intéressés en raison des inconvénients ou des dangers que le fonctionnement de l'installation présente pour les intérêts mentionnés aux articles L. 211-I et L. 511-I dans un délai de deux mois à compter du premier jour de la publication ou de l'affichage de ces décisions,

2° par les demandeurs ou exploitants, dans un délai de deux mois à compter de la date à laquelle la décision leur a été notifiée.

Les décisions mentionnées au premier alinéa peuvent faire l'objet d'un recours gracieux ou hiérarchique dans le délai de 2 mois. Ce recours administratif prolonge de deux mois le délai mentionné au 1° et au 2°.

Article 4

Monsieur le secrétaire général de la préfecture de la Haute-Savoie et monsieur le directeur régional de l'environnement, de l'aménagement et du logement sont chargés, chacun en ce qui la concerne, de l'exécution du présent arrêté, qui sera publié au Recueil des Actes Administratifs et sur le site internet de la Préfecture, et dont une copie sera adressée à monsieur le Maire de Passy.

La préfète,

A handwritten signature in black ink, appearing to be 'Emmanuelle DUBÉE', with a stylized, flowing script.

Emmanuelle DUBÉE